

Reviews/Comptes rendus

L'économie des territoires au Québec. Marc-Urbain Proulx. Sainte-Foy: PUQ, 2002. ISBN 2-7605-1186-3, 390 pages.

Un livre qui semble au premier abord plein de promesses. L'auteur semble suggérer par son titre «L'économie des territoires au Québec» qu'il va nous présenter l'état des régions. Une synthèse qui serait sûrement utile! De plus, il annonce que les concepts clé de son travail sont l'aménagement, la gestion et le développement. Ce qui est aussi relativement novateur.

Sans doute à cause de ces fausses attentes, le livre déçoit. Surtout lorsque l'ouvrage est signé d'un spécialiste de ces questions. La compréhension des territoires du Québec en reste au niveau des grands énoncés de principe, on n'entre que rarement dans le vif du sujet. Les premiers chapitres sont trop généraux. Ils seraient utiles dans un ouvrage à visée essentiellement pédagogique. Mais est-ce le public visé par cet ouvrage ? Son format ne s'y prêt pas vraiment!

Par exemple, l'intérêt des trois premiers chapitres réside dans la présentation du portrait de la dynamique urbaine au Québec mais l'analyse reste superficielle. Dans le chapitre 5 plusieurs concepts de géographie et des autres sciences humaines sont passés en revue et évacués le plus souvent en une seule page!!! Le rôle de l'État est aussi esquivé dans les chapitres 6, 7, et 8. La troisième partie du livre, la plus volumineuse, la plus ambitieuse, est davantage originale même si elle comporte les mêmes défauts que les deux parties précédentes; il s'agit encore d'un survol! À toute fin pratique une synthèse qui manque de profondeur. D'ailleurs, cette troisième partie gagnerait sans doute à être divisée en deux et les questions soulevées abordées avec plus de sérieux.

Finalement un exercice qui ne convainc pas. À vouloir être pédagogique dans un ouvrage qui en apparence ne l'est pas; on perd beaucoup en contenu et explications.

Ceci étant dit, l'ouvrage est très bien écrit. Les schémas et diagrammes originaux, les tableaux utiles... La forme est irréprochable, avec des titres et des sous-titres qui facilitent la lecture. Mais cela ne suffit pas à faire oublier l'objectif de départ qui était de nous parler d'aménagement, de gestion et de développement!!!

René Blais

Université de Moncton

Grands projets urbains et requalification G. Sénécal, J. Malézieux et C. Manzagol. Québec et Paris: Presses de l'Université du Québec et Publications de la Sorbonne, 2002, 264 pages.

Ce livre, comme son titre l'indique, s'interroge sur les grands projets qui

prennent place dans les métropoles. Les auteurs de ce livre cherchent à savoir si ces projets de grande envergure tant en France qu'en Amérique du Nord permettent de requalifier des espaces urbains en mal de développement, qu'ils soient délaissés par la crise de leur vocation industrielle lourde ou hypothéqués par l'étalement et le décentrement du développement urbain.

En choisissant de s'interroger de la sorte sur les grands projets comme réponse possible à la désindustrialisation, ce livre remet à l'ordre du jour l'importance des impulsions extérieures dans les processus de redynamisation des milieux urbains en marge du développement. Ces interventions extérieures (qu'elles proviennent de l'État ou du secteur privé) avaient été fortement discréditées par toute une tradition d'auteurs qui remonte au moins aux travaux de Philippe Aydalot au début des années 1980 en passant par ceux de Pierre-André Julien sur les réseaux d'informations au Québec et ceux portant sur les districts industriels italiens. Ces travaux ont souvent pris pour acquis que le « développement par le haut », c'est-à-dire les projets et les investissements d'envergure qui descendent sur les milieux locaux sont destructurants pour le développement des espaces régionaux en partie parce qu'ils échappent à l'emprise des acteurs territoriaux. Ce sont ces derniers qui sont vus comme les légitimes porteurs du développement des régions.

Les études présentées dans *Grands projets urbains et requalification* montrent que les investissements massifs et les projets à grande échelle font à nouveau surface et sont partie intégrante du paysage du développement, au moins pour ce qui est des villes métropoles sur lesquelles s'arrêtent les auteurs du livre. Il contribue aussi à montrer qu'il n'y a pas lieu d'opposer comme on l'a souvent fait dans le développement local de façon stricte l'action des acteurs locaux et les interventions de l'État central. Dans les grands projets analysés par les auteurs de ce livre, les acteurs locaux et les instances publiques, s'ils n'entretiennent pas toujours des rapports harmonieux, voient leurs actions s'enchevêtrer.

« [I]l est curieux de trouver les traces de l'intervention étatique dans tous les projets recensés dans cet ouvrage. On serait tenté de dire que l'État est partout et que les exemples d'autonomie locale et de redéveloppement urbain furent des expériences d'autonomie négociée. À Montréal, à Paris ou à Lyon, les interventions réalisées de concert avec les acteurs locaux on fait appel aux programmes publics, ou même furent des projets étatiques » (p. 4).

Cela ne veut pas dire que pour les auteurs de ce collectif tous les grands projets et les grands investissements dans la rénovation urbaine sont nécessairement structurants à tout coups. Claude Manzagol et Gilles Sénécal

diront dans l'introduction :

« les grandes villes contemporaines appellent-elles les grands chantiers. Beaucoup d'entre eux en vérité ne produisent que du tissu urbain, hors de toute perspective globale; il en va ainsi de la production de nombreuses franges métropolitaines aux États-Unis où l'expansion se fait par addition de *masterplanned communities* de quelques centaines de résidences accompagnées ou non des aménités de base. Mais nombreux aussi sont les grands chantiers qui interpellent et impliquent les acteurs urbains parce qu'ils donnent du sens à la ville et à sa transformation : dans ce sens là on peut parler de grands projets ». (p. 2)

Cette précision qu'apportent Manzagol et Sénécal voulant que les « grands chantiers » ne soient pas tous des grands projets structurants qui renouvellent le sens de la ville me semble tout à fait fructueuse pour l'analyse du développement métropolitain. Du moins, elle permettra à certains auteurs de l'ouvrage de porter un regard critique sur certains grands chantiers aspirants à devenir des grands projets structurants. C'est le cas du texte de Claire Poitras portant sur la Cité montréalaise du Multimédia.

« Concernant la notion de projet urbain, celle-ci renvoie à une approche dynamique qui sollicite la participation de plusieurs acteurs sociaux et qui tient compte de plusieurs dimensions : économique, spatiale, sociale et culturelle. Cette notion conduit aussi à repenser notre façon de concevoir et de définir l'urbanité et la ville. Or, avec la Cité du Multimédia, l'approche retenue par les pouvoirs publics mise avant tout sur une stratégie sectorielle, unidimensionnelle et autoritaire. Seul le multimédia est valorisé, la dimension économique prédomine et c'est l'État qui est le concepteur. Par conséquent, cet ensemble monofonctionnel se distingue peu à plusieurs égards, de ceux conçus par les planificateurs technocratiques dans les années 1960 ». (p. 154)

En terminant, on pourrait dire qu'avec 19 textes rédigés par 28 auteurs, ce collectif est lui-même un grand chantier, académique celui-là, qui fait appel à une diversité d'acteurs. Le lecteur peut ainsi retrouver dans ce livre une masse d'informations et d'analyses sur des grands projets très différents les uns des autres autant par leur location que par le type d'intervention privilégié. Se côtoient ainsi des textes sur la construction du Stade de France dans la Plaine Saint-Denis en banlieue parisienne (Blanc et Glatron) sur l'enfouissement des réseaux techniques au Québec (Fougère et Trépanier) en passant par le projet Montréal Bleu, un projet visant

à revitaliser les berges de l'Île de Montréal (Saint-Laurent). À cette diversité de projets s'ajoute la diversité de perspective académique on y retrouve des auteurs provenant de multiples disciplines scientifiques (géographie, architecture, sociologie, science politique, ingénieurs, urbanistes etc.) qui vient ajouter à la richesse de la compréhension des grands projets proposée par ce volume.

À certains niveaux, ce grand chantier reste quelque peu inachevé et à certains égards décevant pour le lecteur. Si certains textes présentent des analyses pénétrantes quelques autres font une présentation de leurs projets qui demeure très descriptive. Ce qui fait la force des premiers, l'analyse critique du potentiel structurant des projets, est escamoté par les derniers. Cela rend quelque peu difficile la cohérence d'ensemble de l'ouvrage, au delà des perspectives disciplinaires et des projets individuels. Si ce livre est un grand chantier, il se présente plus difficilement comme un grand projet d'écriture structurant et ainsi capable de redonner sens à son objet scientifique.

Guy Chiasson
Département de travail social et sciences sociales
Université du Québec en Outaouais

Tax Reform in Canada: Our Path to Greater Prosperity, H.G. Grubel, Vancouver: The Fraser Institute, 2003, 273 pages

This volume of collected works from a conference held in Toronto in 2001 on Canadian taxation is one of marginal interest for most regional scientists and geographers. There is little discussion of the impacts of current or proposed changed taxation structures in Canada below the national level. The book is for a different target market, presumably economists and tax analysts. What does become clear on the reading of this volume is the incredible complexity of the Canadian and US tax systems. The volume is a convincing body of work that tax reform is required, although it is not clear what that reform should be. One should also note that it is published by the Fraser Institute, a Canadian conservative think tank.

All of the chapters agree on one point: the Canadian tax system needs a major overhaul and reorientation in its structure. The ways and means of accomplishing this is where the various authors differ. The introduction of the book provides a nice summary of the conclusions reached in the volume with an outline of the proposed tax changes provided. Of course, the extent of the changes suggested is likely outside the realm of political possibility.

The first chapter by Walker argues that the level of government spending in Canada is too high. The chapter is primarily descriptive in nature and when compared to some of the other chapters in the book very readable. The author argues that when compared to other industrialized nations, Canada is losing its competitive position. A deteriorating level of economic freedom is cited as one of the major contributing factors to this decline. The major policy change advocated is a decline in taxation rates. This chapter makes a strong case for just such a reduction.

The very short (10 pages), Chapter Two, by Mintz, provides the foundation for the rest of the book by examining the overall tax structure in Canada. He advocates the substitution of a consumption tax for the existing income based system. The argument is that such a consumption tax would lead to greater productivity and improved competitiveness because of increased investment and savings.

Yet another change to the Canadian tax system is advocated in the third chapter by Clemens, Emes and Scott. This time it's a flat tax system. A flat tax is one that is levied at a given percentage on all forms of income, regardless of the level of that income. They argue that a flat tax is preferable on both the grounds of efficiency (minimum distortions to the economy) and fairness. Based on a simulation, they conclude a tax rate of 28.6% would be sufficient to replace the existing complicated system.

Dahlby's chapter on changing the mix of direct and indirect taxes in Canada follows next. This chapter reads like an economics journal's arti-

cle with the number of equations and the use of calculus. In that sense, it is different than the majority of the other chapters in the book. The end conclusion is the same as that of the second chapter, that consumption taxes are the preferable method.

Business taxes are the topic of the chapter by Wilson. This chapter delves more into the minutia of taxation. As concluded in many of the chapters, Canada's competitive position is declining because of the seeming inability to adapt the taxation system in response to competing nations' initiatives. For example, he points out that the Federal Government largely ignored the recommendations of the Mintz Committee (Technical Committee on Business Taxation).

The editor's chapter deals with the supposition that there should be no capital gains tax. The debate over the use of a capital gains tax is about the fairness of the system and the redistribution of income, and the efficiency of such a tax. Both the use of the tax to advance fairness and the efficiency of the tax are found wanting. He finds on balance the taxation of capital gains is negative on economic growth and generates little revenue.

A second chapter by Clemens, Emes and Scott is on the corporate capital tax. This is a tax on the amount of capital employed. This chapter has some regional implications because this tax's rates vary considerably by province. There are only three countries in OECD that employ such a tax; Canada, Germany and Japan, with Canada using it to the greatest extent. He concludes the tax should be abandoned because it violates the principles of fairness, simplicity and fairness.

The chapter on interprovincial fiscal competition (Poschmann and Robson) is one of only two chapters that have a strong regional component. They claim that commentators who argue that interprovincial competition in taxes and spending leads to a 'race to the bottom' are mistaken. Such competition to the contrary, provides the best mix and level of government services.

The penultimate chapter by Walsh is on taxation and foreign direct investment in Ireland. While interesting, this chapter is clearly out of place. The chapter documents that changes in Irish taxation and fiscal policy were instrumental in Ireland's spectacular growth in the 1990's.

The last chapter, by McKenzie, deals with changes in tax policy in Alberta and Ontario. This regional comparison may be of some value to readers of CJRS. The premise is that changes to tax policy in the two provinces were in large part responsible to the bursts of growth experienced by both in the 1990s. Alberta's policy of making only expenditure cuts followed by a reduction in taxes is seen as superior to Ontario's policy of doing both simultaneously.

Given the subject, the book is a remarkably easy read. Overall the book is well written and informative although of limited interest to many

regional scientists. Some of the tables might prove useful for instructional purposes.

Milford B. Green
University of Western Ontario

Entrepreneurship and Community Economic Development, M.C. Diochon. Montreal and Kingston: McGill-Queens University Press, 2003, 258 pages

This is an important text. Diochon addresses a variety of shortcomings in the Community Economic Development (CED) literature and advances an interesting thesis which will be of interest to policy-makers, researchers, and practitioners concerning the role of enterprise and entrepreneurship in CED. The central question Diochon poses in the book is: "How can local development be induced in areas identified as lacking entrepreneurial capacity and organizational and administrative skills?" (202). Her main proposition for answering this question, and for commenting more broadly on the success of community development initiatives, is that successful CED depends upon the extent to which communities adopt and incorporate entrepreneurialism into their local development processes.

Beyond the strict academic treatment of these themes, the most important contribution made by the text is to identify and begin to bridge an ideological and strategic divide within the CED sector itself. Diochon identifies two camps which are currently and increasingly using CED to describe their activities: social developers and economic developers. This divide confuses policy makers and practitioners alike and impedes progress towards more sophisticated CED practices and policy platforms. Diochon illustrates how we may use and recognize entrepreneurialism as a tool for attaining social and economic objectives and for bringing greater clarity and unity to the CED sector.

Diochon adopts a tried and true academic format in keeping with her objective to contribute quality and systematic research to the CED literature. The text is divided into eight chapters and as a whole, covers four thematic sections. The first section includes three literature review chapters which encompass the theory and practice of endogenous and exogenous approaches to development, the emergence of CED, and entrepreneurship and innovation in the context of CED. The literature review provides useful background and definitional information which will be interesting to students of CED. The main purpose of the literature review is to set the foundation for the conceptual model which forms the analytical structure for her case study research. The Community Enterprise Emergence model she develops serves as an interesting example for CED researchers struggling to incorporate such a complex and holistic process into a formal research framework.

In the second section, Diochon presents her research methods. The research design provides a solid link between the conceptual framework, the research context, and the methods she selects to investigate her cases. The academic treatment of methods may be of waning interest to

practitioners; however, it does serve to illustrate how researchers may investigate CED from an academically credible position.

The third section relays case information and analysis drawn from a review of two rural Nova Scotian communities as they confront the economic and social impacts associated with the decline in the fisheries. Diochon presents detailed information about the CED process in each community and grounds the information through the extensive use of direct quotations from community members. She systematically presents case information in accordance with the research framework established earlier in the text.

The final section presents conclusions and recommendations. We learn through Diochon's findings that there is no single approach or policy mechanism for fostering entrepreneurial behaviour. Programs and strategies must be tailored to fit community conditions; however, readers will find examples of practices and relationships which encourage entrepreneurial behaviour and enterprise development.

While the framework of the text is solid, I have three main critiques. First, there is a noticeable lack of recent references to support her literature review-induced statements. Reading for the text appears to cease after 1994, and there have been a variety of studies and articles which do address some of the literature weaknesses she refers to: for example, concerning regional development, rural conditions/development, and the CED process. Second, the lack of more detailed rural contextual information in the literature review sections (it is there, but brief) would be useful in light of her case selection and rural focus to developing entrepreneurial values and skills. Third, an environmental perspective to CED is only briefly mentioned (in assuming that communities will not pursue development strategies that spoil the environment). I would have enjoyed reading her perspectives on questions of sustainability, particularly considering the fundamental causes associated with economic decline in the case communities.

Despite these shortcomings, perhaps the principle contribution of the text is that it makes a particularly timely contribution to the treatment of entrepreneurship within CED, something which at present is poorly understood. Diochon illustrates how a collective approach to fostering entrepreneurialism and innovation makes economic contributions (i.e. in reducing uncertainty, bringing a broad range of skills to bear on a problem, through sharing accountability, and fostering individual and organizational learning). In turn, these social contributions to enterprise development are paralleled by the social contributions of economic development (i.e. empowerment through initiative, responsibility, decision-making, and problem solving -- to say nothing of increased self-reliance). Thus, Diochon weaves together the social and economic in a

holistic approach to CED.

This text will increase the courage of other researchers to use the term “community economic development” in their research frameworks. As Diochon states: “[The book’s] focus on providing a conceptual understanding of the development process is a radical departure from the plethora of descriptive narratives on the topic of community economic development. If anything, I hope it has shown that more rigorous research is not only possible but essential if this field is to develop” (212). She succeeds in meeting this objective for the text. The text will be interesting reading for policy makers and students of CED. Practitioners will undoubtedly find some of the findings intuitive; however, they will be interested in the stories and methods for bridging the social with the economic in their work. Despite its rural focus, the book will also hold general appeal for people interested in better understanding entrepreneurship and innovation. Overall, Diochon’s work makes an important contribution toward reducing the social-economic polarity and confusion within CED.

Sean Markey
Community Economic Development Centre
Simon Fraser University

Eaux et territoires. *Tensions, coopérations et géopolitique de l'eau*

Eaux et territoires. Tensions, coopération et géopolitique de l'eau est un collectif publié par les Presses de l'Université du Québec dans la collection Géographie contemporaine. Le titre de ce volumineux livre qui dresse le portrait multidimensionnel de la question de l'eau dans le monde n'a pas été judicieusement choisi, puisqu'on y traite, dans la première partie des enjeux de l'eau dans le monde (guerres de l'eau, rareté de l'eau, l'eau et le droit international, l'irrigation, la gestion de l'eau, la gestion intégrée des ressources en eau par bassin), et dans la seconde des études de cas notamment en Terre sainte, dans le conflit israélo-palestinien, dans les bassins versants du Tigre et de l'Euphrate, dans celui du Nil, dans le Turkestan russe (Asie centrale), en Chine du Nord, en Australie, en Amérique, entre le Nord et le Sud, dans le Nord du Mexique et enfin dans la vallée du fleuve Sénégal.

Avoir choisi le titre "*Géopolitique de l'eau dans le monde*" ou encore "*importance stratégique de l'eau dans le monde*" aurait mieux rendu compte du contenu de l'ouvrage puisqu'en fait il s'agit bien de cela. Le titre *Eaux et territoires. Tensions, coopérations et géopolitique de l'eau* est par conséquent plus ou moins mal venu même s'il cadre avec l'esprit de la collection Géographie contemporaine.

En raison de l'importance stratégique de l'eau en ce début du XXI^e siècle et de la manière dont les auteurs l'ont abordée avec profondeur et minutie, nous qualifions ce livre de remarquable. Il couvre la question de l'eau en 478 pages, divisées en deux parties précédées d'une longue introduction. Elle n'en est pas une à proprement parlé car elle ne respecte pas les normes habituelles d'une introduction (délimitation du propos, but de la publication, son intérêt, la méthodologie utilisée et l'ordre d'exposition des idées). Il s'agit plutôt d'un chapitre qui fait le point sur le contenu de l'ouvrage en insistant sur la disponibilité, les difficultés d'accès et la crise de l'eau (guerres de l'eau au XXI^e siècle, seuils de tension, foyers de tension). Cela cependant n'enlève rien à la très bonne qualité du travail accompli qui comporte néanmoins quelques lacunes dans l'organisation des idées.

Nous sommes manifestement en présence d'une erreur méthodologique observable dans l'ensemble du document marqué par une absence de liens entre les différents chapitres. Dans le même ordre d'idées, dès la première page de l'introduction, l'auteur utilise abusivement l'expression géographie de la population pour parler de la distribution spatiale de la population. Au chapitre 14 (L'Amérique a soif. Les États-Unis obligeront-ils Ottawa à céder l'eau du Canada) il reprend, volontiers, la fausse perception populaire européenne qui réduit l'Amérique aux États-Unis. Doit-on rappeler que l'Amérique est un continent et qu'il

regroupe tous les pays qui se trouvent entre de la pointe sud du Chili et le Canada.

La subdivision du livre en deux parties comprenant notamment 6 chapitres pour la première et 11 pour la deuxième paraît déséquilibrée et gauche. On se serait attendu à voir les fondements et les techniques d'analyse de la question de l'eau occuper l'esprit du lecteur dans la première partie mais il n'en est rien. L'esprit du lecteur averti relierait volontiers les chapitres 4 à 6 à la deuxième partie où ils trouvent par ailleurs toute leur signification puisqu'on y parle des études de cas. Toutefois, même si l'ordre des subdivisions indique un montage journalistique quelque peu forcé cela ne réduit en rien la grande valeur pratique des textes que nous recommandons vivement à tous ceux et celles qui dans la langue de Molière s'intéressent aux enjeux de l'eau dans le monde contemporain.

La première partie du livre traite des enjeux de l'eau dans le monde. Le chapitre 1 montre comment l'eau, une ressource naturelle rare peut devenir un facteur de conflit armé entre États (guerre de l'eau), un outil militaire, une cible de conflits, un enjeu de propriété, une source de coopération ou encore de tensions intérieures. Au chapitre 2 la rhétorique de la rareté de l'eau basée sur des analyses de tendances démographiques et de consommation ainsi que les politiques de l'économie de l'eau sont largement abordées. D'excellentes suggestions sur les possibilités de réduction de la consommation domestique de l'eau viennent clore ce chapitre en insistant sur le changement d'habitudes et les engagements des pouvoirs publics qui les sous-tendent. Le texte de Luc Descroix sur les transferts d'eau souligne clairement les jeux de pouvoir liés à gestion de l'eau dans le monde. Le chapitre 3 fait la lumière sur la place du droit international dans le règlement des conflits liés à l'eau. Bien qu'aux contours plutôt flous et contesté dans sa pratique, le droit international offre néanmoins des lueurs d'espoir puisque la communauté internationale montre de plus en plus une grande réceptivité face au respect des conventions internationales. Les chapitres 4, 5 et 6 abordent tour à tour l'irrigation et ses problèmes, l'aménagement de l'espace en fonction de l'hydrologie d'un territoire et en fin la gestion intégrés des ressources en eau par bassin au-delà de la rhétorique. Dans chaque cas de nombreux exemples émaillent les textes d'une rare accessibilité.

Comme nous l'avons déjà souligné, la deuxième partie du livre couvre les chapitres 7 à 17. Il s'agit d'une suite d'études de cas sur le proche orient, l'Afrique de l'est et du nord-est (chapitre 7, 8, 9, 10), l'Asie centrale et la mer d'Aral (chapitre 11), la Chine du Nord (chapitre 12), l'Australie (chapitre 13), l'Amérique (chapitre 14), le Nord et le Sud (chapitre 15), le nord du Mexique (chapitre 16) et enfin la vallée du Sénégal (chapitre 17). Chaque étude de cas analyse la question de l'eau dans son contexte

régional. En prenant souvent soin de proposer des solutions aux problèmes identifiés, les auteurs ne laissent pas le lecteur indifférent.

L'ouvrage exprime bien l'ambition des auteurs qui consiste à aborder la géopolitique de l'eau dans le monde. La lecture du livre est facile et les illustrations répondent assez bien aux attentes du lecteur. Il faut cependant souligner que le chapitre 17 (Sur les rives du Sénégal, l'eau et le riz dans la gestion du territoire) rend partiellement compte de la réalité. Ce vaste projet loin d'avoir comblé tous les espoirs soulevés devient au fil des ans une grande source d'inquiétude aussi bien sur le plan environnemental que géopolitique. Cet ouvrage comblera sans nul doute les besoins des professeurs, des étudiants et des spécialistes.

Raoul Etongué Mayer
Département de géographie
Université Laurentienne